

Art. 2. § 1^{er}. En exécution de l'article 2, § 2 et de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand, le présent article énumère les thèmes et indicateurs en matière de politique de qualité dans les centres de santé mentale dont la réalisation est obligatoire.

§ 2. Ces thèmes sont :

1° accueil : l'amélioration de l'accompagnement du patient et du comportement à son égard à partir du premier contact avec la structure jusqu'à la première intervention par un prestataire de soins;

2° cessation problématique : l'amélioration de l'approche du patient en cas de cessation non concertée du traitement par le patient ou par le prestataire de soins;

Les indicateurs acceptés liés au thème obligatoire sont :

1° la satisfaction du patient sur la qualité des divers sous-aspects de l'accueil;

2° le pourcentage d'appels téléphoniques ayant reçu une réponse personnelle pendant les heures de service;

3° le laps de temps écoulé entre la première demande d'aide par le patient et la première intervention par le prestataire de soins.

L'indicateur accepté qui est lié au thème obligatoire de la cessation problématique est le pourcentage de cessations problématiques faisant l'objet de la procédure suivie en cas de cessation problématique et qui est consigné dans le dossier.

§ 3. Les modalités concernant les thèmes et les indicateurs acceptés, cités au § 2, sont communiquées par le Ministre flamand par voie de circulaire.

L'enregistrement, le cas échéant également le questionnaire à utiliser, et le rapport concernant les indicateurs acceptés, cités au § 2, se font conformément aux directives de l'administration.

Art. 3. L'implication interne du coordinateur de la qualité dans un centre de santé mentale, telle que prévue à l'article 5, alinéa dernier, de l'arrêté du Gouvernement flamand, est considérée suffisante, si cette personne est au moins occupée à mi-temps par le centre de santé mentale.

Dans le cadre de ces prestations à mi-temps minimums, le coordinateur de la qualité peut également exercer d'autres fonctions que celles de coordinateur de la qualité, en fonction des besoins du centre de santé mentale.

Bruxelles, le 3 juin 1999.

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2626 [C — 99/312248]

25 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux délégations de signature en matières financières accordées aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 décembre 1998;

Vu l'urgence, eu égard à la mise en place du logiciel comptable SAP-R3 au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public par l'octroi des délégations de pouvoir appropriées;

Sur la proposition du Ministre compétent pour l'Economie, les Finances, le Budget, l'Energie et les Relations extérieures et du Ministre compétent pour la Fonction publique, le Commerce extérieur, la Recherche scientifique, la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Par fonctionnaires généraux, pour l'application du présent arrêté, on entend le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les Directeurs généraux.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2626 [C — 99/31248]

25 MAART 1999. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de delegatie van tekenbevoegdheid voor financiële aangelegenheden aan de ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 5 juli 1995 tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 7 december 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gezien de inwerkingtreding van het SAP-R3 boekhoudsysteem binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en overwegende dat het noodzakelijk is de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren door de toekenning van de gepaste delegaties van bevoegdheid;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient onder ambtenaren-generaal verstaan te worden de Secretaris-generaal; de Adjunct-Secretaris-generaal en de Directeurs-generaal.

Art. 2. Les fonctionnaires généraux sont désignés comme ordonnateurs-délégués, chacun dans le ou les domaine(s) de compétence du ou des Ministre(s) dont ils relèvent et de l'Administration dont ils assurent la direction et, sans préjudice des dispositions applicables en matière de marchés publics de travaux, de fournitures et de services, prévues notamment par la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et par les arrêtés et dispositions à caractère réglementaire pris en application de cette loi, pour :

1° sans limite de montant

a) engager des crédits sur ordre du Ministre;

b) approuver au nom du Ministre les dépenses relatives aux crédits engagés en vertu du point 1 a) du présent article;

c) signer la correspondance relative aux opérations effectuées dans le cadre des points 1° a) et b) du présent article;

2° en ce qui concerne les marchés publics passés par adjudication publique ou par appel d'offre général n'excédant pas 5.000.000 de francs hors TVA,

en ce qui concerne les marchés publics passés par adjudication restreinte, par appel d'offre restreint ou par procédure négociée avec consultation n'excédant pas 5.000.000 de francs hors TVA,

en ce qui concerne les marchés publics passés par procédure négociée sans consultation n'excédant pas 1.250.000 francs hors TVA :

décider de la mise en adjudication, de l'appel d'offres ou de la procédure négociée, y compris la définition de la procédure;

b) approuver les offres y relatives;

c) signer les bons de commande y relatifs;

d) engager les crédits au nom du Ministre;

e) approuver les dépenses;

f) signer la correspondance y relative.

3° certifier conformes les copies des documents officiels établis dans le cadre des opérations reprises aux points 1° et 2° du présent article.

Au cas où il existe un programme physique approuvé par le Ministre fonctionnellement compétent pour l'année en cours qui indique également et séparément l'estimation de chaque travail, fourniture ou service, les délégations susmentionnées sont exercées dans le cadre de ce programme physique.

Art. 3. Le Directeur général de l'Administration des Finances et du Budget est désigné comme ordonnateur-délégué ayant compétence pour signer les ordonnances de paiement soumises au visa de la Cour des Comptes.

Art. 4. Pour les crédits de fonctionnement repris dans un programme de subsistance qui sont affectés à des dépenses répartissables spécifiques aux différentes administrations, à l'exception des dépenses de personnel, les fonctionnaires généraux sont investis des délégations visées à l'article 2, 2° et 3°.

Art. 5. § 1^{er}. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint exercent les compétences prévues à l'article 2 conformément au protocole de répartition des attributions entre le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale tel qu'approuvé par le Gouvernement.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 4, le Secrétaire général a les compétences visées à l'article 2 pour les dépenses à charge de la division 10, à l'exception des dépenses visées au paragraphe premier du présent article.

§ 3. Le Secrétaire général a les compétences visées à l'article 2 pour les dépenses de personnel, quelle que soit la division.

Art. 2. De ambtenaren-generaal worden aangesteld als gemachtigd ordonnateur, elk voor wat betreft het (de) bevoegdheidsgebied(en) van de Minister(s) van wie zij afhangen en het Bestuur waarvan zij de leiding hebben, onverminderd de bepalingen die van toepassing zijn inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, in het bijzonder zoals voorzien door de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten alsook door de besluiten en reglementaire bepalingen in uitvoering van die wet om :

1° zonder beperking van bedrag

a) in opdracht van de Minister kredieten vast te leggen;

b) namens de Minister uitgaven goed te keuren betreffende de kredieten vastgelegd krachtens punt 1° a) van dit artikel;

c) de briefwisseling te tekenen betreffende de uitgevoerde verrichtingen in het kader van de punten 1° a) en b) van dit artikel;

2° wat betreft overheidsopdrachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerteaanvraag voor een bedrag dat 5.000.000 frank excl. BTW niet overschrijdt,

wat betreft overheidsopdrachten gegund bij beperkte aanbesteding, bij beperkte offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure met raadpleging voor een bedrag dat 5.000.000 frank excl. BTW niet overschrijdt,

wat betreft overheidsopdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure zonder raadpleging voor een bedrag dat 1.250.000 frank excl. BTW niet overschrijdt :

over de aanbesteding, de offerteaanvraag of de onderhandelingsprocedure, te beslissen, met inbegrip van de bepaling van de procedure;

de offertes die er betrekking op hebben goed te keuren;

c) de bestelbonnen die er betrekking op hebben te ondertekenen;

d) namens de Minister kredieten vast te leggen;

e) uitgaven goed te keuren;

f) de briefwisseling die er betrekking op heeft te ondertekenen.

3° de kopieën van officiële documenten opgemaakt in het kader van de verrichtingen vermeld in de punten 1° en 2° van dit artikel eensluidend te verklaren.

In het geval er een door de functioneel bevoegde Minister voor het lopende jaar goedgekeurd fysisch programma bestaat dat ook de raming van elk werk, elke levering of dienst afzonderlijk aangeeft, dan worden voormelde delegaties uitgeoefend in het kader van dit fysisch programma.

Art. 3. De Directeur-generaal van het Bestuur Financiën en Begroting wordt aangesteld als gemachtigd ordonnateur met de bevoegdheid de betalingsordonnanties te ondertekenen die onderworpen zijn aan het visum van het Rekenhof.

Art. 4. Voor de werkingskredieten opgenomen in een bestaansmidelenprogramma die bestemd zijn voor verdeelbare uitgaven eigen aan de verschillende besturen, met uitzondering van de personeelsuitgaven, hebben de ambtenaren-generaal de delegaties bedoeld in artikel 2, 2° en 3°.

Art. 5. § 1. De Secretaris-generaal en de Adjunct-Secretaris-generaal oefenen de bevoegdheden voorzien in artikel 2 uit overeenkomstig het protocol tot verdeling van de bevoegdheden tussen de Secretaris-generaal en de Adjunct-Secretaris-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals goedgekeurd door de Regering.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 4, heeft de Secretaris-generaal de bevoegdheden bedoeld in artikel 2 voor de uitgaven ten laste van afdeling 10, met uitzondering van de uitgaven bedoeld in de eerste paragraaf van dit artikel.

§ 3. De Secretaris-generaal heeft de bevoegdheden bedoeld in artikel 2 voor de personeelsuitgaven, ongeacht de afdeling.

§ 4. A défaut ou en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général, les compétences visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article sont exercées par le Secrétaire général adjoint.

A défaut ou en cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, les compétences en matière de dépense de personnel, visées au paragraphe 3 du présent article sont exercées par l'Inspecteur général du Personnel, ou, à défaut, par le chef de service du Service Personnel.

§ 5. Le Secrétaire général peut déléguer, de façon permanente, tout ou partie de ses compétences visées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article au Secrétaire général adjoint.

Le Secrétaire général peut déléguer tout ou partie des compétences en matière de dépenses de personnel visées au paragraphe 3 du présent article, à l'Inspecteur général du Personnel ou, à défaut, au chef de service du Service du Personnel et ce pour autant qu'elles ne fassent pas l'objet d'une délégation telle que prévue au premier alinéa du présent paragraphe.

Sans préjudice des délégations prévues au paragraphe 4 et aux alinéas 1 et 2 du présent paragraphe, le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint peuvent déléguer tout ou partie de leurs compétences, conformément au tableau ci-annexé.

La délégation a lieu par le biais d'un acte écrit communiqué sans délai par le Secrétaire général au Ministre fonctionnellement compétent, au Ministre compétent pour les Finances et le Budget et au Ministre compétent pour la Fonction publique.

Art. 6. Les Directeurs généraux peuvent déléguer les compétences qui leur sont déléguées aux articles 2, 3, 4 et 8.

Pour ce faire, ils doivent tenir compte des limites de montant et de grade prévues au tableau annexé au présent arrêté.

La délégation a lieu par le biais d'un acte écrit qui est soumis préalablement pour approbation au Secrétaire général qui le communique sans délai au Ministre fonctionnellement compétent ainsi qu'au Ministre compétent pour les Finances et le Budget et au Ministre compétent pour la Fonction publique.

Art. 7. En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint, les délégations prévues à l'article 5 sont exercées par le Directeur général ayant l'ancienneté de grade la plus élevée, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 5, paragraphes 4 et 5; à égalité d'ancienneté de grade, il est tenu compte d'abord de l'ancienneté de service et enfin, de l'âge.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur général et sans préjudice de la disposition prévue à l'article 6, les délégations prévues aux articles 2, 4 et 8 sont exercées par un fonctionnaire titulaire d'un grade appartenant au moins au rang 13.

Cela concerne toujours le fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé; à égalité de grade, il sera tenu compte, d'abord de l'ancienneté de grade, ensuite de l'ancienneté de service, et enfin, de l'âge.

Art. 8. Les fonctionnaires généraux sont également désignés comme ordonnateurs-délégués pour l'établissement des recettes prévues au Budget des Voies et Moyens de la Région de Bruxelles-Capitale, chacun dans le ou les domaine(s) de compétence du ou des Ministre(s) dont ils relèvent et de l'Administration dont ils assurent la direction.

Art. 9. Les fonctionnaires généraux sont également désignés pour l'approbation des comptes des comptables nommés au sein de leur administration.

Les fonctionnaires généraux peuvent déléguer cette compétence. Ils informent sans délai le Ministre des Finances de ces délégations.

Art. 10. Les délégations accordées par le présent arrêté le sont également à tous les chefs hiérarchiques du fonctionnaire investi de ces délégations.

Art. 11. Les fonctionnaires généraux communiquent sans délai à la Cour des Comptes toute subdélégation qu'ils octroient en application du présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures réglant les compétences financières telles que visées à l'article 2, à l'exception des arrêtés spécifiquement maintenus en vigueur aux articles 13 et 14.

§ 4. Bij ontstentenis of in geval van verhindering of afwezigheid van de Secretaris-generaal worden de bevoegdheden bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3 van dit artikel uitgeoefend door de Adjunct-Secretaris-generaal.

Bij ontstentenis of in geval van afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal en de Adjunct-Secretaris-generaal worden de bevoegdheden betreffende de personeelsuitgaven bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel uitgeoefend door de Inspecteur-generaal van Personeelszaken of bij ontstentenis door het Hoofd van de Personeelsdienst.

§ 5. De Secretaris-generaal mag op permanente wijze zijn bevoegdheden bedoeld in de paragrafen 1, 2 en 3 van dit artikel volledig of gedeeltelijk delegeren aan de Adjunct-Secretaris-generaal.

De Secretaris-generaal mag zijn bevoegdheden inzake personeelsuitgaven bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel volledig of gedeeltelijk delegeren aan de Inspecteur-generaal van Personeelszaken of bij ontstentenis aan het Hoofd van de Personeelsdienst, voorzover geen delegatie verleend werd overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf.

Onverminderd de delegaties voorzien in paragraaf 4 en in de leden 1 en 2 van deze paragraaf mogen de Secretaris-generaal en de Adjunct-Secretaris-generaal hun bevoegdheden volledig of gedeeltelijk delegeren overeenkomstig de tabel in bijlage.

De delegatie gebeurt door middel van een geschreven akte die door de Secretaris-generaal onverwijld aan de functioneel bevoegde Minister, de Minister bevoegd voor Financiën en Begroting en de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken wordt meegedeeld.

Art. 6. De Directeurs-generaal mogen de bevoegdheden waarvoor hen een delegatie is verleend bij de artikelen 2, 3, 4 en 8 delegeren.

Hiervoor houden ze rekening met de beperkingen van bedrag en van graad bepaald in de tabel in bijlage bij dit besluit.

De delegatie gebeurt door middel van een geschreven akte die voorafgaandelijk ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Secretaris-generaal, die de akte onverwijld overmaakt aan de functioneel bevoegde Minister, de Minister bevoegd voor Financiën en Begroting en de Minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken.

Art. 7. In geval van afwezigheid of verhindering van de Secretaris-generaal en van de Adjunct-Secretaris-generaal, worden de delegaties bedoeld in artikel 5 uitgeoefend door de Directeur-generaal met de meeste graadanciënniteit, onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 5, paragrafen 4 en 5; bij gelijke graadanciënniteit wordt er eerst rekening gehouden met de dienstanciënniteit en tenslotte, met de leeftijd.

In geval van afwezigheid of verhindering van de Directeur-generaal en onverminderd de bepaling van artikel 6, worden de delegaties bedoeld in artikelen 2, 4 en 8 uitgeoefend door een ambtenaar met een graad die minstens tot rang 13 behoort.

Het betreft steeds de titularis van de hoogste graad; bij gelijke graden wordt er eerst rekening gehouden met de graadanciënniteit, vervolgens met de dienstanciënniteit, en tenslotte, met de leeftijd.

Art. 8. De ambtenaren-generaal worden eveneens aangesteld als gemachtigd ordonnateur voor de bepaling van de ontvangsten voorzien in de middelenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, elk voor wat betreft het (de) bevoegdheidsgebied(en) van de Minister(s) van wie zij afhangen en het Bestuur waarvan zij de leiding hebben.

Art. 9. De ambtenaren-generaal worden eveneens aangesteld om de rekeningen van de rekenplichtigen goed te keuren die bij hun bestuur benoemd zijn.

De ambtenaren-generaal mogen deze bevoegdheid delegeren. Ze lichten de Minister van Financiën onverwijld in over deze delegaties.

Art. 10. De bij dit besluit verleende delegaties worden eveneens verleend aan alle hiërarchische meerderen van de met die bevoegdheden beklede ambtenaar.

Art. 11. De ambtenaren-generaal delen aan het Rekenhof onverwijld iedere subdelegatie mede die zij in toepassing van dit besluit verlenen.

Art. 12. Dit besluit heft alle vorige bepalingen tot regeling van de financiële bevoegdheden zoals bedoeld in artikel 2 op, met uitzondering van de besluiten die specifiek van kracht blijven bij de artikelen 13 en 14.

Art. 13. Restent en vigueur avec leurs modifications ultérieures :

- l'arrêté ministériel du 18 mai 1995 accordant délégation pour la gestion de la dette régionale directe existante;

- l'arrêté du Gouvernement du 23 mars 1995 portant désignation des fonctionnaires pour l'exercice des compétences prévues dans l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles, tel que publié au *Moniteur belge* du 7 juin 1995;

- l'arrêté du Gouvernement du 23 mars 1995 portant désignation des fonctionnaires pour l'exercice des compétences prévues dans l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative à la reprise de la fiscalité provinciale, tel que publié au *Moniteur belge* du 7 juin 1995;

- l'arrêté du Gouvernement du 20 juillet 1995 accordant délégation en matière de taxes provinciales relatives à l'exercice 1994 et précédents, tel que publié au *Moniteur belge* du 10 octobre 1995;

- l'arrêté du Gouvernement du 15 février 1996 portant désignation des fonctionnaires compétents pour l'établissement et le recouvrement de certaines taxes prévues dans l'ordonnance du 27 avril 1995 relative au service des Taxis et au service de location de voitures avec chauffeur, tel que publié au *Moniteur belge* du 24 mai 1996;

- l'arrêté du Gouvernement du 7 novembre 1996 déterminant les conditions d'application de la taxe sur le déversement des eaux usées, tel que publié au *Moniteur belge* du 25 décembre 1996;

- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 accordant délégation de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget relatif à la politique des Monuments et des Sites, articles 5, 6 et 7.

Art. 14. Restent en vigueur et priment le présent arrêté :

- l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 1991 relatif aux délégations de pouvoirs accordées aux fonctionnaires de l'Administration de l'Équipement et de la politique des Déplacements.

- l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 octobre 1996 portant délégation de pouvoir en matière de politique de l'eau.

Les deux arrêtés mentionnés à l'alinéa 1^{er} du présent article cesseront de plein droit de sortir leurs effets dans un délai de 2 ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'approbation de celui-ci par le Gouvernement.

Bruxelles, le 25 mars 1999.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, compétent pour les Pouvoirs locaux, l'Emploi, le Logement et les Monuments et Sites,
Ch. PICQUE

Le Ministre compétent pour l'Économie, les Finances, le Budget, l'Énergie et les Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre compétent pour l'Aménagement du Territoire, les Travaux publics et le Transport,
H. HASQUIN

Le Ministre compétent pour la Fonction publique, le Commerce extérieur, la Recherche scientifique, la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Le Ministre compétent pour l'Environnement, la Rénovation, la Conservation de la Nature, la Politique de l'Eau et la Propreté publique,
D. GOSUIN

Art. 13. Blijven van kracht met hun latere wijzigingen :

- het ministerieel besluit van 18 mei 1995 tot verlening van delegatie voor het beheer van de bestaande rechtstreekse gewestelijke schuld;

- het besluit van de Regering van 23 maart 1995 tot aanstelling van de ambtenaren voor de uitoefening van de bevoegdheden voorzien in de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 juni 1995.

- het besluit van de Regering van 23 maart 1995 tot aanstelling van de ambtenaren voor de uitoefening van de bevoegdheden voorzien in de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 7 juni 1995.

- het besluit van de Regering van 20 juli 1995 houdende delegatie van bevoegdheid inzake de provinciale belastingen die betrekking hebben op het belastingjaar 1994 en op de voorgaande belastingjaren, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 10 oktober 1995.

- het besluit van de Regering van 15 februari 1996 tot aanstelling van de ambtenaren bevoegd voor de vestiging en de invordering van sommige belastingen voorzien in de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 24 mei 1996.

- Het besluit van de Regering van 7 november 1996 tot bepaling van de voorwaarden voor de toepassing van de heffing op de lozing van afvalwater, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 december 1996;

- Het ministerieel besluit van 30 juni 1997 tot delegatie van bevoegdheid en tekenbevoegdheid voor de uitvoering van de begroting van het Monumenten- en Landschappenbeleid, artikelen 5,6 en 7.

Art. 14. Blijven van kracht en hebben voorrang op dit besluit :

- het besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12 april 1991 betreffende de delegaties van bevoegdheid, toegekend aan de ambtenaren van het Bestuur der Uitrustingen en van het Vervoerbeleid.

- het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 oktober 1996 houdende delegatie van bevoegdheid op het vlak van het Waterbeleid.

De twee in lid 1 vermelde besluiten zullen van rechtswege geen gevolgen meer hebben binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van het huidig besluit.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn goedkeuring door de Regering.

Brussel, 25 maart 1999.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,
Ch. PICQUE

De Minister bevoegd voor Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister bevoegd voor Ruimtelijke ordening, Openbare Werken en Vervoer,
H. HASQUIN

De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

De Minister bevoegd voor Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

Annexe désignant les autorités déléguées en vertu des articles 5 et 6

Fonctionnaires délégués	
Pour les compétences visées à l'article 2, 2°, e) et f) et 3° et à l'article 3	
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A2 au moins	sans limite de montant

Pour compétences visées à l'article 2, 1° et 2° a) b) c) et d)			
	Marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offre général	Marchés passés par adjudication restreinte, appel procédure négociée avec consultation	Marchés passés par procédure négociée sans consultation
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A4	3 000 000	3 000 000	1 250 000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A2 au moins	500 000	200 000	100 000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A1 au moins	100 000	100 000	100 000

Pour les compétences visées à l'article 8	
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A4	1 250 000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A2 au moins	200 000
Fonctionnaire titulaire d'un grade du rang A1 au moins	100 000

Bijlage met de instanties aan wie de bevoegdheden gedelegeerd worden krachtens artikels 5 en 6

Gemachtigde ambtenaren	
Voor de bevoegdheden bedoeld in artikel 2, 2°, e), f) en 3° en in artikel 3	
Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang A2	geen grensbedrag

Voor de bevoegdheden bedoeld in artikel 2, 1° et 2° a) b) c) et d)			
	Opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Opdrachten gegund bij beperkte aanbesteding beperkte offerteaanvraag of onderhandelingsprocedure met raadpleging	Opdrachten gegund bij onderhandelingsprocedure zonder raadpleging
Ambtenaar titularis van een graad van rang A4	3 000 000	3 000 000	1 250 000
Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang A2	500 000	200 000	100 000
Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang A1	100 000	100 000	100 000

Voor de bevoegdheden bedoeld in artikel 8	
Ambtenaar titularis van een graad van rang A4	1 250 000
Ambtenaar titularis van een graad van minsten rang A2	200 000
Ambtenaar titularis van een graad van minstens rang A1	100 000